



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE  
DE POLITIQUE  
MONETAIRE DU  
PREMIER TRIMESTRE  
2021**

**Août 2021**

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....</b>	<b>5</b>
1.1. Croissance du PIB mondial .....	5
1.2. Prix des matières premières et inflation .....	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés .....	9
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA .....	9
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>12</b>
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur .....	14
2.2.1. Balance des paiements.....	14
2.2.2. Commerce extérieur.....	16
2.3. Finances et dette publiques .....	17
2.4. Secteur monétaire.....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et contreparties .....	23
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire .....	25
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière .....	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire .....	25
2.5.2. Stabilité Financière.....	27
<b>CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....</b>	<b>30</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>31</b>

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AFSS</b>	: Afrique Sub-saharienne
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRARUDI</b>	: Brasserie du Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>CIF</b>	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
<b>FOB</b>	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: <i>Shilling Kenyan</i>
<b>M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Millions de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBPE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
<b>MUSD</b>	: Millions de Dollars Américains
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>ROA</b>	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
<b>ROE</b>	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
<b>TZS</b>	: <i>Shilling Tanzanien</i>
<b>UGX</b>	: <i>Shilling Ougandais</i>
<b>USD</b>	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique a ralenti au premier trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+0,6 contre +1,0% au trimestre précédent), suite principalement à la recrudescence de nouvelles infections de la Covid-19 qui a conduit ces pays à recourir à de nouveaux confinements de la population. L'activité économique a également décéléré dans les principaux pays émergents, notamment en Chine (+0,6 contre +2,6%) et en Inde (+2,1 contre +9,3%).

Selon les prévisions de la Banque Mondiale, l'économie mondiale devrait croître de 5,6% en 2021 contre une contraction de 3,5% en 2020. Cette reprise serait en grande partie due au redressement des grandes économies, en dépit des retombées néfastes de la covid-19 dans de nombreuses économies émergentes et en développement.

Dans la Communauté Est Africaine, l'activité économique a repris au premier trimestre 2021, notamment, en rapport avec les bonnes performances agricoles, les investissements publics en infrastructures de communication et de technologies de l'information. Pour toute l'année 2021, la croissance économique devrait s'accélérer dans tous les pays membres, en liaison avec les mesures de soutien des économies prises par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser en 2021 (3,3 contre -0,5% en 2020), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs.

La balance des paiements du premier trimestre 2021 s'est soldée par un allègement du déficit du compte courant, principalement en rapport avec l'allègement du déficit des services et l'augmentation de l'excédent des revenus secondaires. L'excédent du compte de capital s'est également amélioré par rapport au même trimestre de 2020.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé au premier trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes et que celle des dépenses publiques.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 8,0% et la masse monétaire de 27,6%, suite à l'augmentation aussi bien des avoirs intérieurs nets que des avoirs extérieurs nets. Les réserves officielles de change ont augmenté de 4,0% en glissement annuel et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services comme à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les principaux indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire se sont améliorés au premier trimestre 2021. Le secteur bancaire est demeuré capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique a décéléré au premier trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+0,6 contre +1,0%), suite principalement à la recrudescence de nouvelles infections de la Covid-19 qui a conduit ces pays à recourir à de nouveaux confinements de la population.

L'activité économique a également ralenti dans les principaux pays émergents, notamment en Chine (+0,6 contre +2,6%), en Inde (+2,1 contre +9,3%) et en Afrique du Sud (+1,1 contre +1,4%), pendant que le taux de croissance s'est stabilisé à 1,7% en Turquie.

**Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)**

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T1-2020	T4-2020	T1-2021	T1-2020	T4-2020	T1-2021
États-Unis	-1,3	1,1	1,6	0,3	-2,4	0,4
Japon	-0,5	2,8	-1,0	-2,2	-1,0	-1,5
Allemagne	-2,0	0,5	-1,8	-2,2	-3,3	-3,1
France	-5,9	-1,5	-0,1	-5,5	-4,6	1,2
Royaume uni	-2,8	1,3	-1,5	-2,2	-7,3	-6,1
Zone euro	-3,8	-0,6	-0,3	-3,3	-4,7	-1,3
<b>OCDE - Total</b>	<b>-1,9</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,9</b>	<b>-0,4</b>
Chine	-9,7	2,6	0,6	-6,8	6,5	18,3
Inde	0,8	9,3	2,1	3,2	0,5	1,8
Turquie	0,1	1,7	1,7	4,6	5,0	6,7
Afrique du Sud	-0,4	1,4	1,1	-0,2	-4,2	-2,7

*Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, juin 2021*

En glissement annuel, la croissance économique s'est encore contractée au premier trimestre 2021 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (-0,4 contre -0,9%). Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est accrue (+0,4 contre +0,3%). Dans la Zone euro, le PIB s'est contracté comme à la même période de l'année précédente (-1,3 contre -3,3%). Au Japon, l'activité économique a continué de décroître (-1,5 contre -2,2%), suite principalement aux effets de nouvelles vagues de contamination de la pandémie de la COVID-19.

Dans les principaux pays émergents, la croissance économique a repris en Chine (+18,3 contre -6,8%) et s'est accélérée en Turquie (+6,7 contre +4,6%), tandis qu'elle a ralenti en Inde (+1,8 contre +3,2%).

Selon les prévisions de la Banque Mondiale<sup>1</sup>, l'économie mondiale devrait croître de 5,6% en 2021 contre une contraction de 3,5% en 2020. Cette reprise serait en grande partie due au redressement des grandes économies, en dépit des retombées néfastes de la covid-19 dans de nombreuses économies émergentes et en développement.

**Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)**

	2019	2020	2021 (p)
<b>PIB mondial</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>5,6</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>-4,7</b>	<b>5,4</b>
Etats-Unis	2,2	-3,5	6,8
Zone euro	1,3	-6,6	4,4
Japon	0,0	-4,7	2,9
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,8</b>	<b>-1,7</b>	<b>6,0</b>
Chine	6,0	2,3	8,5
Inde	4,0	-7,3	8,3
Afrique subsaharienne	2,5	-2,4	2,8
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	1,8
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-7,0	3,5
<b>Volume du commerce mondial</b>	<b>1,2</b>	<b>-8,3</b>	<b>8,3</b>
<b>(p): projections</b>			

**Source : Banque Mondiale, Perspectives Economiques Mondiales, avril 2021**

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique s'établirait à 5,4% en 2021 contre une baisse de 4,7% en 2020. Aux Etats-Unis, il est attendu une reprise de la croissance de 6,8% contre une décroissance de 3,5% en 2020. Dans la Zone euro, l'activité économique va se redresser de 4,4% contre une contraction de 6,6% en 2020. Au Japon, l'activité économique pourrait s'accroître de 2,9% contre une récession de 4,7%.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance du PIB s'établirait à 6,0% en 2021 contre une baisse de 1,7% en 2020. En Chine, l'activité économique s'améliorerait de 8,5 contre 2,3% en 2020. L'Inde enregistrerait une croissance de 8,3% alors qu'elle avait enregistré une contraction de 7,3% en 2020.

<sup>1</sup> Banque Mondiale, Perspectives économiques mondiales, Juin 2021

En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait s'améliorer de 2,8% contre une décroissance de 2,4% en 2020. Cette reprise serait, notamment, liée aux retombées positives de la reprise économique mondiale, à la hausse des prix des produits de base et aux progrès dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Le commerce mondial pourrait s'accroître de 8,3% en 2021, en rapport avec la hausse de la demande dans les grandes économies comme aux Etats-Unis et en Chine. La croissance du commerce mondial sera tirée également par la baisse des coûts d'approvisionnement, notamment le transport et la simplification des procédures douanières.

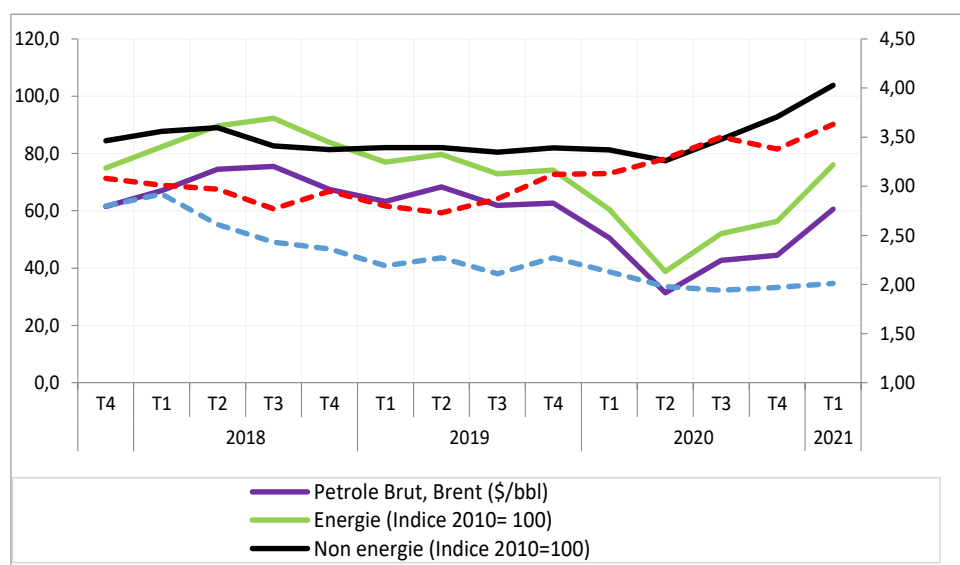
### **1.2. Prix des matières premières et inflation**

Au premier trimestre 2021, les prix des matières premières ont globalement poursuivi la reprise amorcée aux deux derniers trimestres de 2020, après la baisse enregistrée au cours du premier semestre 2020 due aux effets néfastes de la COVID-19.

Par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 60,60 contre 44,50 USD le Baril. L'indice de l'énergie (76,10 contre 56,30) et celui des produits non énergétiques (103,80 contre 92,80) se sont accrus au premier trimestre. Le cours du thé aux enchères de Mombasa a légèrement augmenté, s'établissant à 2,01 contre 1,97 USD par kilogramme. Le cours du café arabica a augmenté, s'établissant à 3,69 contre 3,38 USD par kilogramme.



**Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières**



*Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, juin 2021*

D'un trimestre à l'autre, l'inflation a évolué à la hausse aussi bien dans les principaux pays avancés que dans les pays émergents et en développement. Le rebond de l'inflation est consécutif à la reprise économique qui a entraîné notamment la hausse des prix des produits de base.

Dans les pays avancés, l'inflation est restée inférieure à la limite ou dans la fourchette cible pour la plupart des pays. Aux Etats-Unis, l'inflation s'est établie à 1,9 contre 1,2% au trimestre précédent. Dans la Zone euro, l'inflation est remontée à 1,4% contre une déflation de 0,3% au trimestre précédent.

**Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)**

	En glissement annuel		
	T1-2020	T4-2020	T1-2021
États-Unis	2,1	1,2	1,9
Japon	0,5	-0,9	-0,4
Allemagne	1,6	-0,3	1,4
France	1,2	0,1	0,7
Royaume-Uni	1,7	0,8	0,9
Zone euro	1,1	-0,3	1,4
<b>OCDE - Total</b>	<b>2,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>
Chine	5,0	0,1	-0,1
Inde	6,6	5,0	4,4
Russie	2,4	4,4	5,6
Turquie	12,1	13,5	15,6
Brésil	3,8	4,3	5,3
Afrique du Sud	4,3	3,2	3,1

*Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, juin 2021*

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a dépassé les cibles, en raison notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers. En Chine et en Inde, les taux d'inflation ont diminué et se sont situés à -0,1 contre 0,1% et à 4,4 contre 5,0%, respectivement. Par contre, l'inflation a augmenté dans d'autres pays émergents comme en Turquie (15,6 contre 13,5%), au Brésil (5,3 contre 4,3%) et en Russie (5,6 contre 4,4%).

### **1.3. Politique monétaire dans les pays développés**

Dans le but de soutenir les économies affectées par la pandémie de la Covid-19, les banques centrales des principaux pays avancés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes au premier trimestre 2021.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux entre 0 et 0,25%. En outre, elle a poursuivi le rachat des titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires pour encourager le flux de crédits vers les ménages et les entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%) ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). Elle a, en outre, reconduit le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables aux entreprises et aux ménages jusqu'à ce que la crise du coronavirus se termine.

La Banque du Japon a poursuivi sa politique monétaire d'assouplissement quantitatif et qualitatif, en reconduisant le taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts (-0,1%) et en maintenant son programme de rachats des obligations du Trésor en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2% et le maintenir stable.

### **1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA<sup>2</sup>**

Suite à la reprise de l'activité économique mondiale, la croissance économique des pays de la CEA devrait s'accélérer en 2021, en liaison avec les mesures de soutien face à la pandémie de la Covid-19.

---

<sup>2</sup> Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

**Tableau 4: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)**

	2018	2019	2020	2021(p)
Burundi	5,3	4,5	-0,5	3,3
Kenya	6,3	5,4	-0,3	4,5
Ouganda	6,3	6,4	3,0	3,3
Rwanda	8,6	9,4	-3,3	4,9
Tanzanie	5,4	5,8	2,0	4,5
AfSS	2,7	2,5	-2,4	2,8

*Source Banque mondiale, Perspectives économiques régionales, Juin 2021  
Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique, Juillet 2021*

Au premier trimestre 2021, l'activité économique<sup>3</sup> a repris dans les pays de la CEA, notamment en rapport avec les bonnes performances agricoles, les investissements dans les constructions et les services de communication et de technologie de l'information.

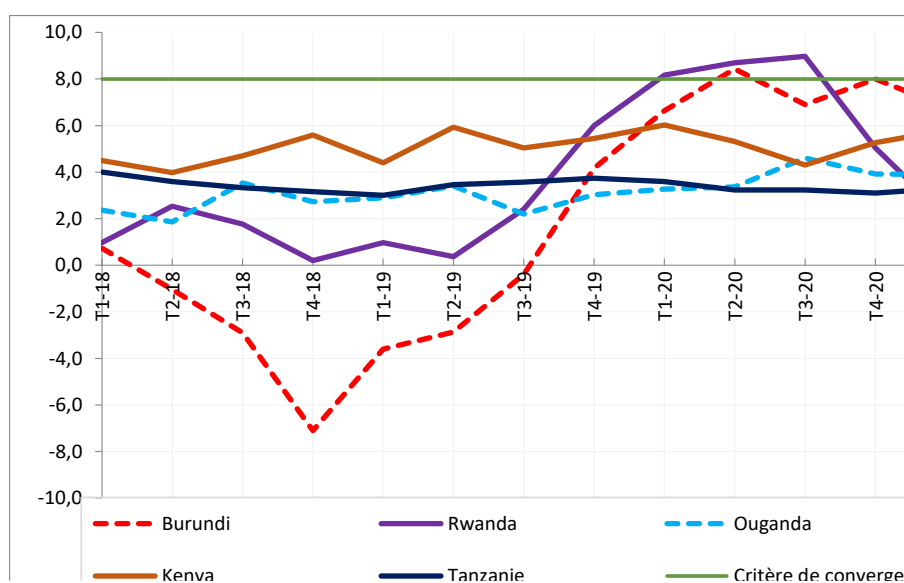
L'inflation est restée modérée dans la plupart des pays de la CEA, en raison d'une faible hausse des prix des produits agricoles suite aux bonnes récoltes, à la stabilité des taux de change ainsi qu'aux prix modérés des produits pétroliers.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation a diminué au Burundi (6,8 contre 8,0%) et au Rwanda (2,1 contre 5,0%). Il s'est stabilisé en Ouganda (3,9%) et en Tanzanie (3,1 contre 3,3%), pendant qu'il a légèrement augmenté au Kenya (5,8 contre 5,3%).

---

<sup>3</sup> Rapports de politique monétaire des Banques centrales

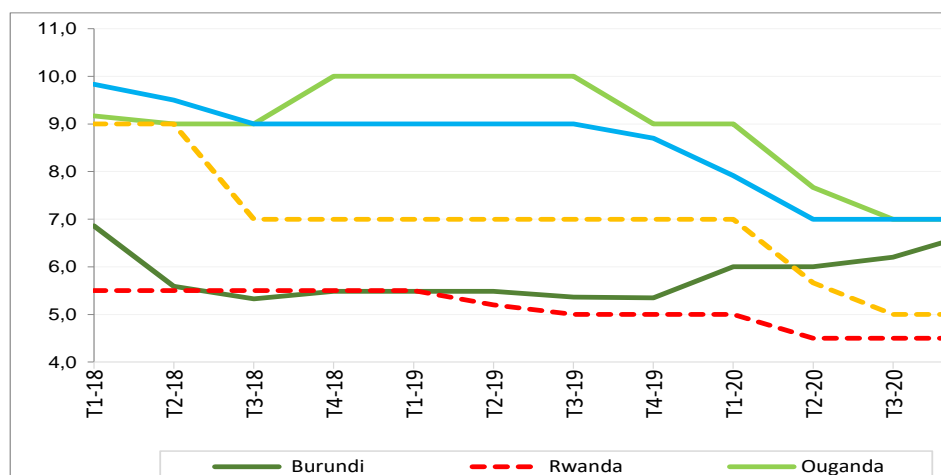
**Graphique 2: Inflation dans les pays de la CEA (en %)**



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du premier trimestre 2021, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leur politique monétaire accommodante en vue de créer des conditions favorables au financement de leurs économies et de stimuler la croissance qui a été profondément perturbée par les effets néfastes de la pandémie de la Covid-19.

**Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales**



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Rwanda (4,5%), de l'Ouganda (7,0%), du Kenya (7,0%) et de la Tanzanie (5,0%) sont restés inchangés. De même, au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est stabilisé à 6,7%.

En glissement annuel, la plupart des monnaies des pays de la CEA se sont dépréciées tout en fluctuant en dessous de la limite de 5,0% convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change, à l'exception du Franc rwandais qui a légèrement dépassé le seuil, avec un taux de dépréciation de 5,2%. Toutefois, le Shilling ougandais s'est apprécié de 3,5%.

**Tableau 5: Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA**

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
mars-20	2 289,90	930,68	3 796,43	104,70	1 898,90
déc-20	2 298,45	972,48	3 650,07	109,07	1 946,40
mars-21	2 298,50	979,28	3 663,93	109,41	1 960,81
Variation mar-21/mar-20 (%)	0,4	5,2	-3,5	4,5	3,3
Variation Mar-21/Déc-20 (%)	0,00	0,70	0,38	0,31	0,74

*Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA*

## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

La production du thé sec a diminué de 4,4% au premier trimestre 2021 par rapport au même trimestre 2020, s'établissant à 3.498,2 contre 3.658,0 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. Par contre, la production du café vert a fortement augmenté, atteignant 1.525,7 contre 673,0 tonnes à la même période de 2020, principalement en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 5,7% par rapport au trimestre correspondant de 2020, suite à l'accroissement de la production des industries alimentaires (+3,7%) et chimiques (+26,1%), particulièrement la production de boissons de la BRARUDI (+7,9%), de peintures (+4,7%) et de savons (40,6%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a diminué de 20,3%, passant de 161,9 à 129,0, essentiellement en rapport avec la fin de la campagne de production sucrière et la diminution de la production de cigarettes (-32,9%).

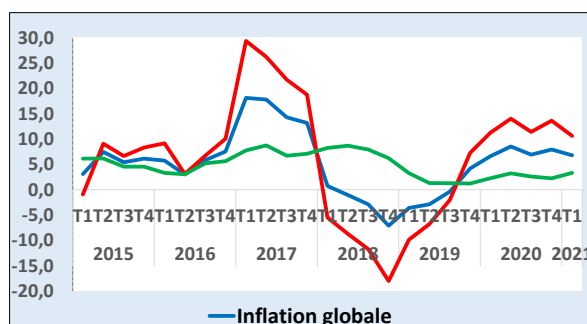
La production d'électricité de la REGIDESO s'est repliée de 10,6% en glissement annuel, passant de 65.888 à 58.894 Mégawatts. De même, elle a reculé de 6,3% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 1,7% par rapport au trimestre correspondant de 2020. Par rapport au trimestre précédent, ce volume a augmenté de 13,9%, suite essentiellement à l'accroissement des importations de ciment.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a chuté de 58,9% en glissement annuel, en rapport avec les mesures prises de réduction des vols des aéronefs pour faire face à la propagation de la COVID-19. Par contre, il s'est accru de 10,8% par rapport au trimestre précédent, passant de 16.755 à 18.570 passagers en rapport avec la reprise des vols. De même, le trafic des aéronefs a décliné en glissement annuel (-26,9%), tandis qu'il s'est accru en glissement trimestriel (+31,0%) suite à la reprise des vols.

Le taux d'inflation s'est accru au premier trimestre 2021, se fixant à 6,8 contre 6,6% au trimestre correspondant de 2020. Cette faible accélération a concerné l'inflation non alimentaire (3,3 contre 2,2%), l'inflation alimentaire ayant légèrement décéléré (10,7 contre 11,3%).

**Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)**



**Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU**

Comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation s'est replié (6,8 contre 8,0%), suite à la décélération de l'inflation alimentaire (10,7 contre 13,6%), l'inflation non alimentaire ayant augmenté (3,3 contre 2,2%).

Pour l'année 2021, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser (3,3 contre -0,5%), suite à l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (3,6 contre 3,0%), secondaire (2,5 contre 0,4%) et tertiaire (3,4 contre -2,7%).

**Tableau 6: Croissance du PIB réel et inflation (en %)**

	2017	2018	2019	2020 (Prév.)	2021(prév.)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>3,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>3,3</b>
Secteur primaire	0,2	7,4	2,8	3,0	3,6
Secteur secondaire	7,6	2,5	1,1	0,4	2,5
Secteur tertiaire	4,0	3,2	7,2	-2,7	3,4
<b>2. Inflation</b>	<b>16,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>7,5</b>	<b>4,1</b>

**Source: Cadrage macroéconomique, Juillet 2021**

## **2.2. Secteur extérieur**

### **2.2.1. Balance des paiements**

La balance des paiements du premier trimestre 2021 s'est soldée par un déficit du compte courant de 170.618,5 MBIF, en diminution de 71.959,8 MBIF par rapport à celui du même trimestre de 2020. Cet allègement s'explique par l'augmentation de l'excédent des revenus secondaires (212.848,1 contre 163.741,8 MBIF) ainsi que la diminution du déficit des services (56.728,2 contre 104.203,4 MBIF). Toutefois, le déficit des biens s'est creusé (333.339,8 contre 308.641,4 MBIF).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent de 73.863,0 MBIF contre 64.089,5 MBIF, principalement en rapport avec l'augmentation des dons projets.

**Tableau 7: Balance des paiements (en MBIF)**

	<b>T1-2020</b>	<b>T1-2021</b>
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-242 578,3</b>	<b>-170 618,5</b>
Crédit	276 806,1	379 678,9
Débit	519 384,4	550 297,4
<b>Biens</b>	<b>-308 641,4</b>	<b>-333 339,8</b>
Exportations FOB	61 926,9	66 215,7
Importations FOB	370 568,3	399 555,5
<b>Services</b>	<b>-104 203,4</b>	<b>-56 728,2</b>
Crédit	23 107,1	69 529,3
Débit	127 310,5	126 257,5
<b>Revenus primaires</b>	<b>6 524,7</b>	<b>6 601,4</b>
Crédit	14 813,3	11 411,3
Débit	8 288,6	4 809,9
<b>Revenus secondaires</b>	<b>163 741,8</b>	<b>212 848,1</b>
Crédit	176 958,8	232 522,6
Débit	13 217,0	19 674,5
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>64 089,5</b>	<b>73 863,0</b>
Crédit	64 552,6	73 911,0
Débit	463,1	48,0
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</b>	<b>-178 488,8</b>	<b>-96 755,5</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-170 910,1</b>	<b>-67 395,2</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-2 024,0</b>	<b>-2 691,5</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	668,5	302,6
Accroissement net de passifs	2 692,6	2 994,1
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Dérivés financiers et option sur titres</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-92 370,4</b>	<b>-31 276,7</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	54 855,3	37 293,9
Accroissement net de passifs	147 225,6	68 570,6
<b>Avoirs de réserves</b>	<b>-76 515,7</b>	<b>-33 427,0</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>7 578,7</b>	<b>29 360,5</b>

Source: BRB

L'allègement du déficit des services s'explique, en grande partie, par l'augmentation des recettes des services fournis aux administrations publiques étrangères au titre des missions de maintien de la paix (+37.090,9 MBIF). L'augmentation de l'excédent des revenus secondaires est tirée par l'accroissement des transferts courants en faveur du secteur privé (+52.423,02 MBIF) autre que ceux des ménages.

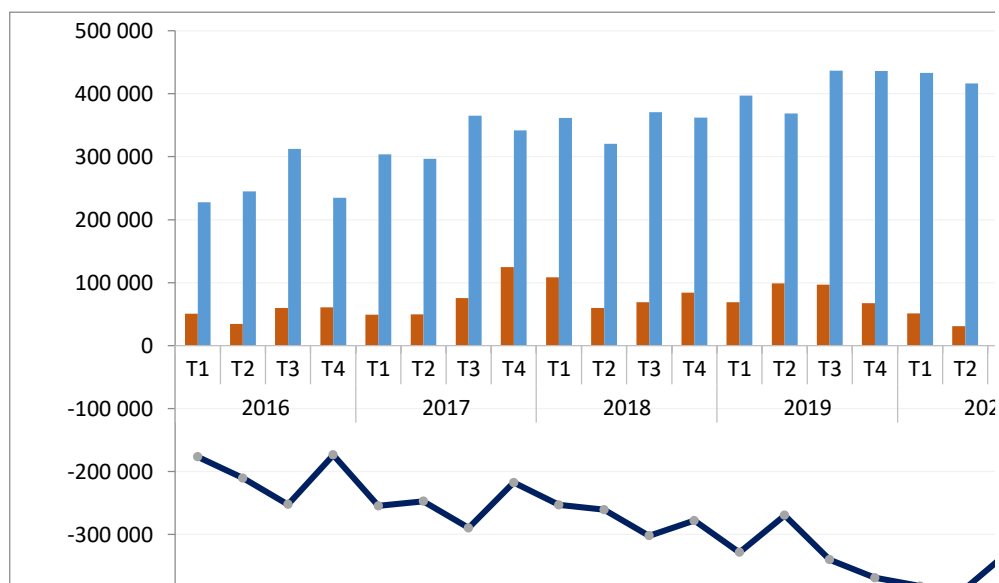
Au premier trimestre 2021, le déficit du compte financier s'est établi à 67.395,2 contre 170.910,1 MBIF au même trimestre de 2020. Cette amélioration a porté sur la baisse du déficit des autres investissements (31.276,7 contre 92.370,4 MBIF). Les avoires de réserves ont diminué de 33.427,0 MBIF contre une diminution de 76.515,7 MBIF au même trimestre de 2020.



## 2.2.2. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est davantage aggravé au premier trimestre 2021, s'établissant à 394.959,4 contre 381.957,8 MBIF au même trimestre de 2020, en rapport avec l'augmentation plus importante des importations CIF (461.175,1 contre 433.016,8 MBIF) par rapport à celle des exportations (66.215,7 contre 51.059,0 MBIF).

**Graphique 5: Balance commerciale (en MBIF)**



**Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur**

Les exportations ont augmenté de 29,7%, suite à la hausse des exportations des produits primaires (43.971,0 contre 28.262,9 MBIF), les exportations des produits manufacturés s'étant presque stabilisées (22.244,7 contre 22.796,2 MBIF).

L'augmentation des exportations des produits primaires a principalement porté sur le café (+10.548,7 MBIF) et les minerais de niobium (+6.429,1 MBIF). Les trois principaux produits exportés, qui sont le café, le thé et l'or, représentent 48,2% du total des exportations du premier trimestre 2021.

**Tableau 8 : Les parts des principaux produits exportés (en % du total)**

	2019				2020				2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Café	36,0	14,6	12,4	27,3	16,3	6,4	9,2	41,5	28,4
Or	9,0	48,2	60,3	16,4	0,0	0,0	60,1	0,0	0,0
Thé	14,8	11,4	10,5	13,4	23,6	34,2	6,7	9,1	19,8
Autres	40,1	25,7	16,8	42,9	60,1	59,4	24,0	49,4	51,8
<b>Total (en %)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Total (en MBIF)</b>	<b>68 789,1</b>	<b>99 114,2</b>	<b>96 740,8</b>	<b>67 525,9</b>	<b>51 059,0</b>	<b>30 827,7</b>	<b>146 557,9</b>	<b>84 186,9</b>	<b>66 215,7</b>

*Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur*

Les importations ont augmenté de 6,5% au premier trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020, en liaison avec la hausse des importations de biens de consommation (170.840,2 contre 145.094,3 MBIF) et de biens d'équipement (88.072,0 contre 76.683,3 MBIF). En revanche, les importations de biens de production ont baissé, passant de 211.239,2 MBIF à 202.262,9 MBIF.

L'accroissement des importations de biens de consommation a principalement concerné les produits pharmaceutiques (36.581,5 contre 19.406,9 MBIF) et les biens alimentaires (53.911,5 contre 40.589,4 MBIF). L'augmentation des importations de biens d'équipement a porté sur les pièces et outillages (14.058,2 contre 5.233,0 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (26.489,2 contre 24.055,2 MBIF).

Le recul des importations de biens de production est en grande partie imputable à la diminution des importations des huiles minérales (66.706,9 contre 83.187,1 MBIF) qui a été atténuée par la hausse des importations de biens métallurgiques (47.039,6 contre 38.476,9 MBIF).

### **2.3. Finances et dette publiques**

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé au premier trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020, passant de 21.473,0 à 7.111,9 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes que celle des dépenses publiques. Ce déficit a été financé par un endettement intérieur net de 7.145,2 MBIF.

**Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)**

	2018	T1-2020	T4-2020	T1-2021
<b>A. RECETTES ET DONS</b>	<b>264 499,1</b>	<b>323 952,8</b>	<b>335 961,3</b>	<b>349 882,5</b>
a. Recettes	212 518,0	259 401,3	280 871,2	284 274,9
Recettes courantes	212 518,0	259 401,3	280 871,2	284 274,9
Recettes exceptionnelles	-	-	-	-
b. Dons	51 981,0	64 551,5	55 090,2	65 607,6
courants	-	-	-	-
en capital	51981,0	64 551,5	55 090,2	65 607,6
<b>B. DEPENSES</b>	<b>313 108,8</b>	<b>345 425,9</b>	<b>353 901,3</b>	<b>356 994,4</b>
a. Dépenses courantes	230 798,1	251 480,8	253 239,7	234 603,6
dont: Salaires	102 164,1	117 166,4	119 115,7	120 355,6
b. Dépenses en capital	82 310,7	93 945,1	100 661,6	122 390,8
Sur ressources nationales	25156,1	13 823,7	29 863,0	52 265,6
Sur prêts et dons extérieurs	57154,6	80 121,4	70 798,5	70 125,1
<b>SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>- 48 609,7</b>	<b>-21 473,0</b>	<b>-17 939,9</b>	<b>-7 111,9</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>37 018,2</b>	<b>76 889,9</b>	<b>-480,0</b>	<b>3 638,0</b>
FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 763,7	10 994,7	12 686,7	-3 507,3
FINANCEMENT INTERIEUR NET	35 254,5	65 895,2	-13 166,7	7 145,2
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>11 591,6</b>	<b>-55 416,8</b>	<b>18 419,9</b>	<b>3 473,9</b>

Source: MFBPE

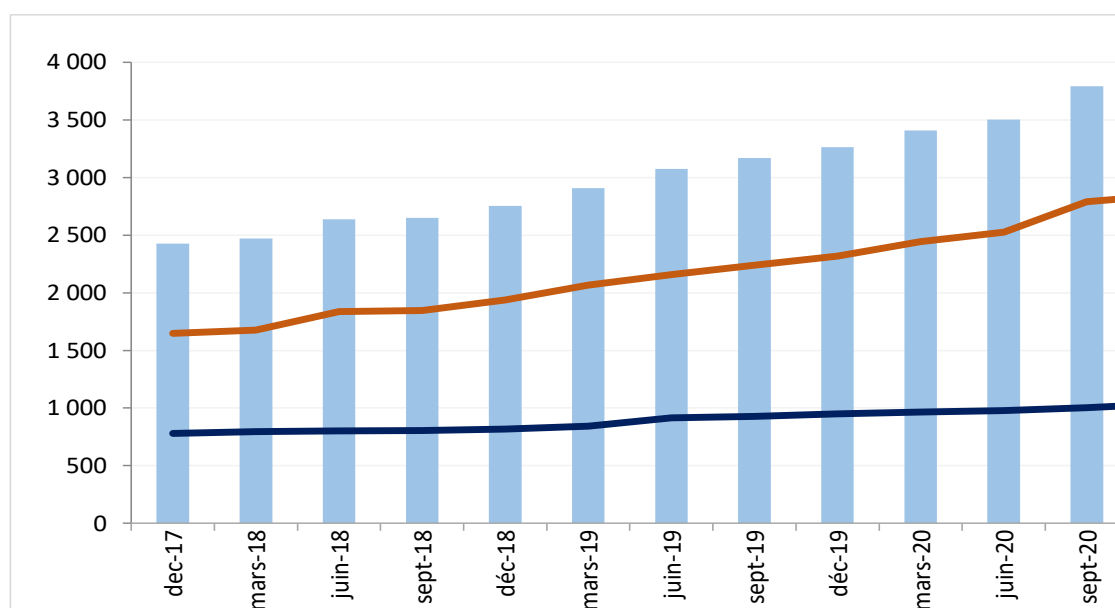
Les recettes courantes ont progressé de 9,6% en glissement annuel, s'établissant à 284.274,9 contre 259.401,3 MBIF au premier trimestre de 2020. Par rapport au trimestre précédent, elles se sont accrues de 1,2%.

Les dons ont augmenté de 1,6% au premier trimestre 2021, s'établissant à 65.607,6 contre 64.551,5MBIF au même trimestre de l'année précédente. Par rapport au trimestre précédent, ils se sont accrus de 19,1%.

Les dépenses totales ont augmenté de 3,3%, en glissement annuel, se fixant à 356.994,4 contre 345.425,9MBIF, suite à l'accroissement des dépenses en capital (+30,3%); les dépenses courantes ayant baissé (-6,7%). Comparées au trimestre précédent, les dépenses totales ont légèrement augmenté de 0,9%.

La dette publique s'est accrue de 14,9% en glissement annuel, se fixant à 3.916,0 contre 3.409,0 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, la dette publique s'est accrue de 0,8%.

**Graphique 6: Evolution de la dette publique (MBIF)**



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

L'encours de la dette intérieure a progressé de 17,8% en glissement annuel, passant de 2.443,9 à 2.878,9 Mds de BIF et de 1,0% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 73,5% de la dette publique totale.

En glissement annuel, le stock de la dette extérieure a augmenté de 7,5%, passant de 965,1 à 1.037,1 Mds de BIF. Cet accroissement est lié aux tirages (35.329,3 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (59.083,1 MBIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (22.355,4 MBIF).

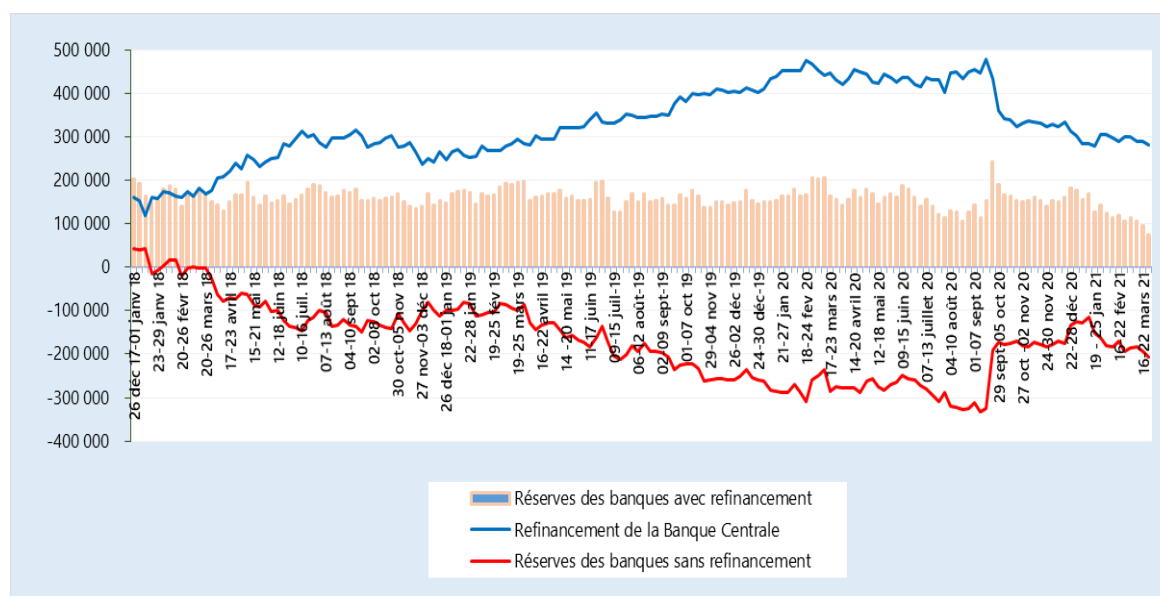
## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques se sont légèrement améliorées au premier trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent et à la même période de 2020. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -169.828 contre -170.268 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et à -275.114 MBIF au même trimestre de 2020.

Suite à l'amélioration des réserves des banques, la Banque Centrale a diminué le volume de ses interventions sur le marché monétaire. En effet, le refinancement s'est établi à 293.346 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 330.040 MBIF au quatrième trimestre 2020 et à 401.929 MBIF à la même période de 2020.

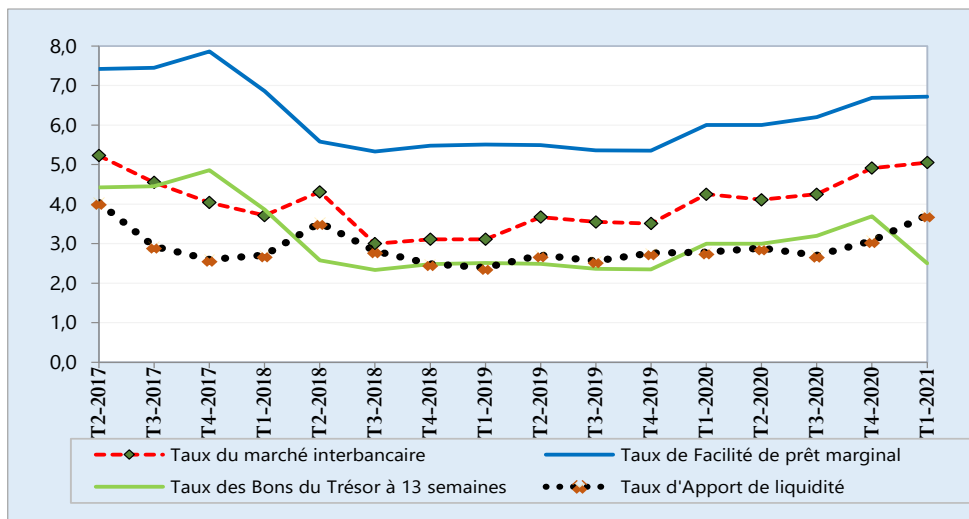
**Graphique 7: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)**



**Source : BRB**

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont globalement augmenté, à l'exception du taux moyen pondéré sur les opérations d'apport de liquidité par appel d'offres. En effet, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 4,91 à 5,05%, au moment où celui sur la facilité de prêt marginal est passé de 6,69 à 6,72%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (3,72 contre 3,69%). Par contre, celui sur les opérations d'apport de liquidité par appels d'offres a diminué, s'établissant à 2,50 contre 3,07%.

**Graphique 8: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)**

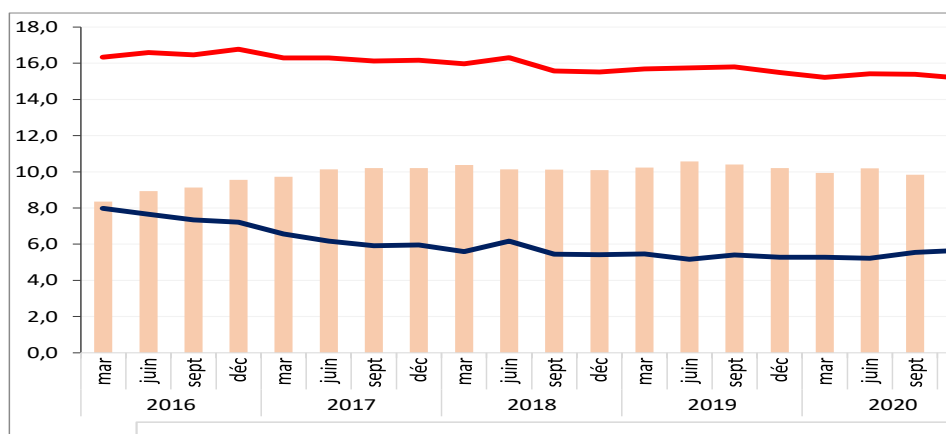


Source: BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement augmenté à fin mars 2021, s'établissant à 15,32 contre 15,18% à fin décembre 2020 et 15,22% à fin mars 2020. En glissement annuel, l'augmentation a principalement concerné les taux d'intérêt sur les crédits à long terme (13,36 contre 12,44%), ceux à moyen terme ayant baissé (14,85 contre 15,34%).

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2021 a légèrement augmenté, s'établissant à 14,46 contre 13,94% au trimestre précédent et 14,13% à la même période de 2020.

**Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)**



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement augmenté à fin mars 2021, se fixant à 5,71 contre 5,66% à la fin du trimestre précédent et 5,28% à la même période de 2020. Cette hausse a porté sur le taux des dépôts à terme et d'épargne alors que celui sur les dépôts à vue rémunérés a légèrement diminué.

#### 2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a diminué de 10,7% à fin mars 2021 par rapport à fin décembre 2020, s'établissant à 695.388,5 contre 778.976,7 MBIF, en liaison avec la baisse des avoirs extérieurs nets (-27,9%) et des avoirs intérieurs nets (-6,6%). S'agissant des composantes de la base monétaire, la diminution a concerné les billets et pièces en circulation (-5,7%) et les dépôts des autres institutions de dépôt (-28,7%), tandis que ceux des autres sociétés financières (+46,3%) et ceux classés dans les dépôts divers (+17,7%) ont augmenté.

**Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)**

	mars.20	déc.20	mars.21	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	386 208,7	503 703,5	474 986,0	-5,7	23,0
Dépôts des autres institutions de dépôts	199 229,7	225 594,1	160 803,5	-28,7	-19,3
Dépôts des autres institutions financières	5 434,3	4 005,2	5 859,7	46,3	7,8
Dépôts divers	53 097,7	45 673,9	53 739,3	17,7	1,2
<b>Base monétaire = Contreparties</b>	<b>643 970,4</b>	<b>778 976,7</b>	<b>695 388,5</b>	<b>-10,7</b>	<b>8,0</b>
Avoirs extérieurs nets	-167 019,5	-93 105,3	-119 123,9	-27,9	28,7
Avoirs intérieurs nets	810 989,9	872 082,0	814 512,4	-6,6	0,4
-Créances nettes sur l'Etat	290 112,4	438 033,6	372 644,3	-14,9	28,4
-Autres postes nets	520 877,5	434 048,4	441 868,1	1,8	-15,2

**Source: BRB**

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 8,0%, principalement en rapport avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets (+28,7%) et, dans une moindre mesure, des avoirs intérieurs nets (+0,4%). S'agissant des composantes de la base monétaire, la hausse a principalement concerné les billets et pièces en circulation et les avoirs des autres sociétés financières qui ont augmenté de 23,0 et 7,8%, respectivement. En revanche, les dépôts des institutions de dépôt ont baissé de 19,3%.

En termes de contribution à la variation de la base monétaire, la diminution trimestrielle a été, à la fois, d'origine interne (-7,4 points de pourcentage) et externe (-3,3 points de pourcentage). En revanche, l'accroissement annuel a été principalement d'origine externe (7,5 points de pourcentage) et, dans une moindre mesure, d'origine interne (0,5 point de pourcentage).

**Tableau 11: Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2021**

	Par rapport à déc 2020	Par rapport à mars 2020
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-3,3</b>	<b>7,5</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>-7,4</b>	<b>0,5</b>
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-8,4	12,8
-Autres postes nets	1,0	-12,3
<b>Base monétaire</b>	<b>-10,7</b>	<b>8,0</b>

Source : BRB

### 2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 3,4% à fin mars 2021, se fixant à 2.820,5 contre 2.728,3 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue en BIF (+4,9%), les placements à terme et d'épargne (+5,1%) et les dépôts en devises des résidents (+8,1%). En revanche, la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt a diminué de 6,5%.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+3,9%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-11,1%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné les créances sur l'économie (+9,3%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-3,3%). En revanche, les créances nettes sur l'Etat n'ont presque pas varié.



**Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)**

	mars. 2020	déc. 2020 (p)	mars. 2021	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors institution de dépôt	330 762,6	434 046,6	405 719,1	-6,5	22,7
Dépôts à vue	1 080 232,9	1 366 422,5	1 433 409,6	4,9	32,7
Dépôts à terme et d'épargne	609 190,7	720 529,2	757 341,4	5,1	24,3
Dépôts en devises des résidents	190 685,1	207 328,5	224 018,7	8,1	17,5
<b>Masse monétaire (M3)= Contreparties</b>	<b>2 210 871,3</b>	<b>2 728 326,8</b>	<b>2 820 488,8</b>	<b>3,4</b>	<b>27,6</b>
<b>AEN</b>	<b>-284 837,5</b>	<b>-205 016,1</b>	<b>-227 717,3</b>	<b>-11,1</b>	<b>20,1</b>
<b>AIN</b>	<b>2 495 708,8</b>	<b>2 933 342,9</b>	<b>3 048 206,1</b>	<b>3,9</b>	<b>22,1</b>
-Crédit intérieur	2 906 544,4	3 503 279,1	3 637 046,6	3,8	25,1
Créances nettes sur l'Etat	1 661 258,7	2 053 736,1	2 053 088,8	0,0	23,6
Créances sur l'économie	1 245 285,7	1 449 543,0	1 583 957,8	9,3	27,2
-Autres postes nets	-410 835,6	-569 936,2	-588 840,5	-3,3	-43,3

**Source: BRB**

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 27,6%. Cette augmentation a porté sur toutes les composantes de M3: les dépôts à vue (+32,7%), les placements à terme et d'épargne (+24,3%), les avoirs en devises des résidents (+17,5%) et la circulation fiduciaire hors institution de dépôt (+22,7%).

La croissance des contreparties de M3 a porté, à la fois, sur les avoirs intérieurs (+22,1%) et extérieurs nets (+20,1%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par l'accroissement des créances nettes sur l'Etat (+23,6%) et des créances sur l'économie (+27,2%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-43,3%).

**Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2021**

	Par rapport à fin déc. 2020	Par rapport à fin mars. 2020
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,6</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>4,2</b>	<b>25,0</b>
dont: -Crédit Intérieur	4,9	33,0
-Autres Postes Nets	-0,7	-8,0
<b>Masse monétaire</b>	<b>3,4</b>	<b>27,6</b>

**Source: BRB**

En glissement trimestriel, la progression de la masse monétaire a été d'origine interne à concurrence de 4,2 points de pourcentage, tandis que la diminution des avoirs extérieurs nets a exercé une incidence restrictive à hauteur de 0,8 point de pourcentage. En glissement annuel, la croissance de la masse monétaire a été, principalement, d'origine interne (25,0 points de pourcentage) et, dans une moindre mesure, d'origine externe (2,6 point de pourcentage).

#### 2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin mars 2021, les avoirs extérieurs ont diminué de 6,0%, en glissement trimestriel, alors qu'ils se sont accrus de 21,3%, en glissement annuel.

**Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)**

	Fin de période			variation (%)	
	mars-20	déc-20	mars-21	trimestrielle	annuelle
BRB	102,3	128,9	108,5	-15,8	6,0
Dont: Réserves officielles	73,0	94,3	75,9	-19,5	4,0
Banques commerciales	75,5	100,6	107,2	6,6	42,0
<b>Total</b>	<b>177,8</b>	<b>229,5</b>	<b>215,7</b>	<b>-6,0</b>	<b>21,3</b>

*Source: BRB*

Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 15,8% à fin mars 2021 par rapport à fin décembre 2020, alors qu'ils ont augmenté de 6,0% en glissement annuel.

Les réserves officielles ont diminué de 19,5% à fin mars 2021 par rapport à la fin décembre 2020, s'établissant à 75,9 contre 94,3 MUSD. Par contre, elles ont augmenté de 4,0% en glissement annuel, et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services comme à la même période de 2020, alors même que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA. En revanche, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont augmenté de 6,6% en glissement trimestriel et de 42,0% en glissement annuel.

#### 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

L'activité du secteur bancaire s'est améliorée au premier trimestre de 2021 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le bilan agrégé s'étant accru. Au niveau du poste d'actif, cette amélioration a concerné les créances sur l'Etat et le crédit au secteur privé. Au passif, elle a principalement porté sur les dépôts de la clientèle. Néanmoins, les ratios de solvabilité et de rentabilité ont légèrement diminué.

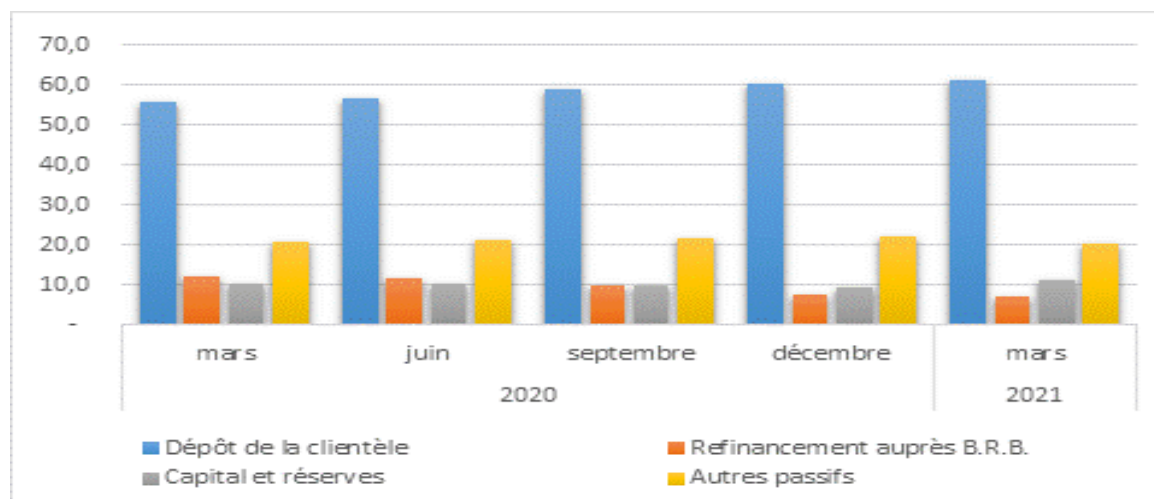
##### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

###### 2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 31,1%, se fixant à 2.476,4 Mds de BIF au premier trimestre de 2021 contre 1.888,9 Mds de BIF au premier trimestre 2020. Ils se sont accrus de 5,3% d'une fin de trimestre à l'autre. Les refinancements de la Banque centrale

envers les établissements de crédit ont diminué de 30,0%, se fixant à 293,8 Mds de BIF au premier trimestre de 2021 contre 420,0 Mds de BIF au trimestre correspondant en 2020. Ils ont reculé de 1,8%, par rapport au trimestre précédent.

**Graphique 10: Répartition des ressources (% du total)**

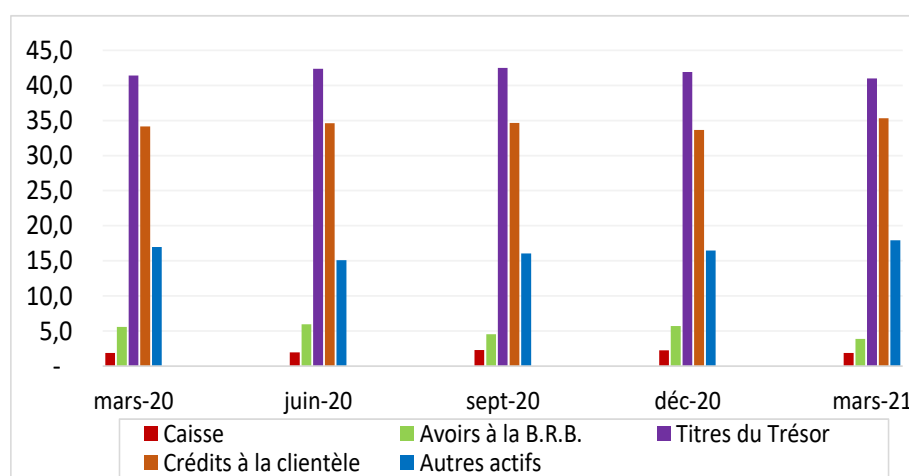


Source: BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 24,4% en glissement annuel et de 9,5% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 1.435,2 Mds de BIF à fin mars 2021 contre 1.153,3 Mds de BIF à la même période de 2020. L'encours des titres du Trésor s'est accru de 19,0%, en glissement annuel, passant de 1.399,1 à 1.665,1 Mds de BIF, et de 2,0% par rapport au trimestre précédent.

**Graphique 11 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)**



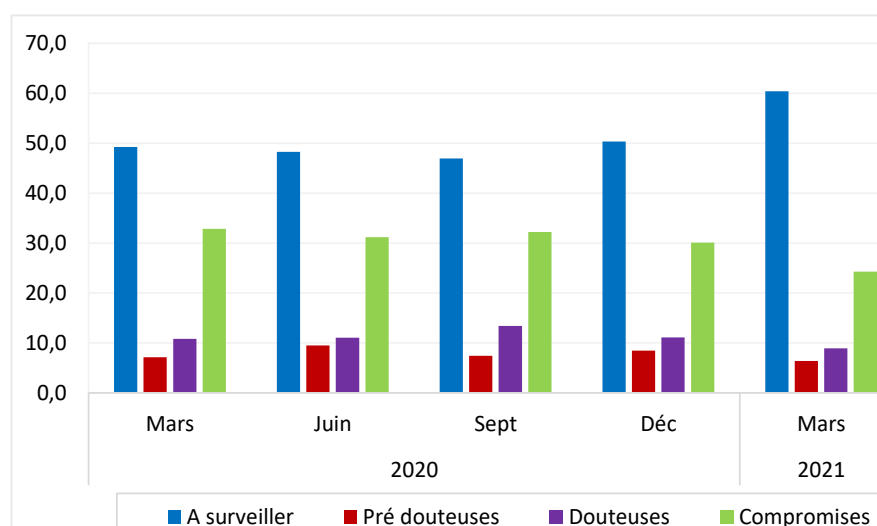
Source: BRB

## 2.5.2. Stabilité Financière

### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées<sup>4</sup> ont augmenté de 14,7% en glissement annuel, s'établissant à 172.589,8 MBIF à fin mars 2021 contre 150.502,9 MBIF à fin mars 2020 et de 23,6% d'un trimestre à l'autre. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées s'est établie à 39,6% au premier trimestre de 2021 contre 53,1% au premier trimestre 2020 et 49,7% au trimestre précédent. Néanmoins, la part des créances à surveiller a augmenté, atteignant 60,4% du total des créances impayées à fin mars 2021 contre 46,9% à fin mars 2020 et 50,3% au trimestre précédent.

**Graphique 12: Créances impayées par classe (% du total)**

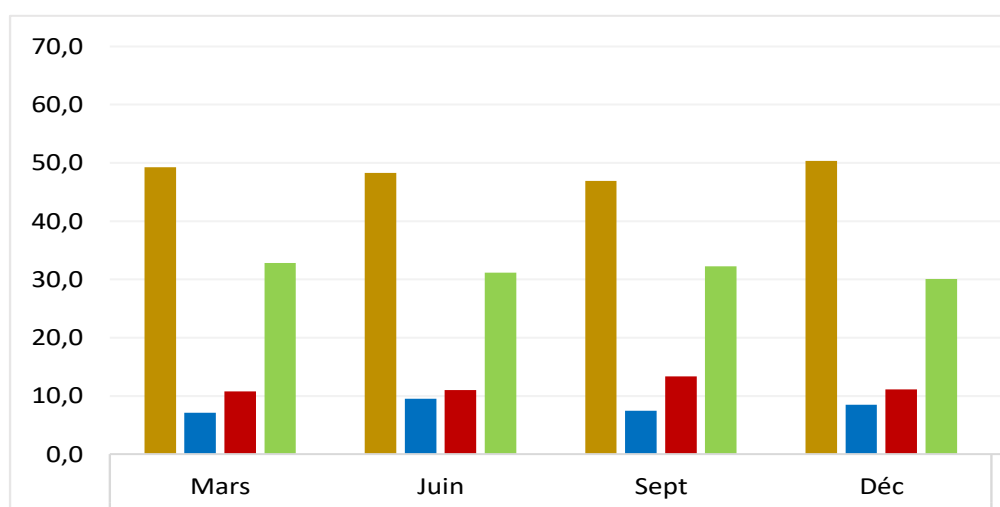


**Source: BRB**

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédit s'est légèrement améliorée. Le taux de détérioration du portefeuille crédit s'est fixé à 4,8% à fin mars 2021 contre 6,6% à la même période de 2020.

<sup>4</sup>Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

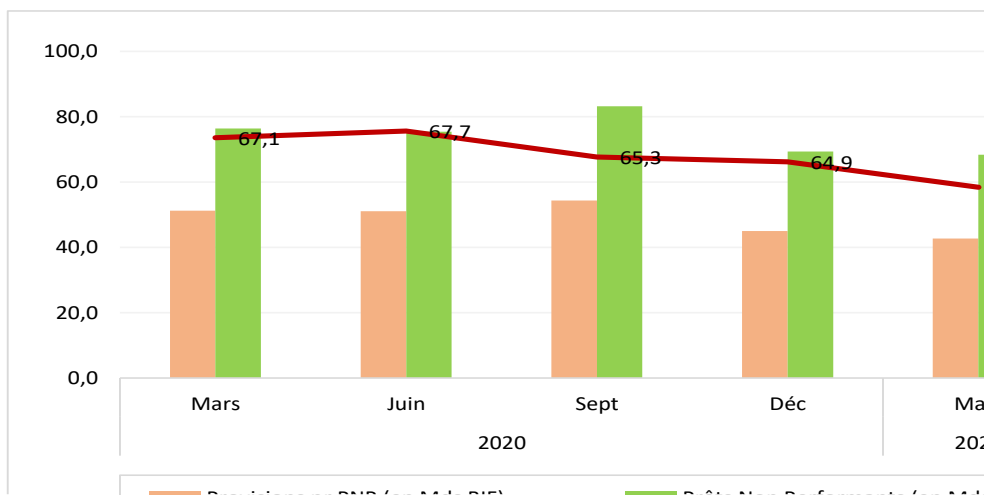
**Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants**



Source: BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué en glissement annuel, s'établissant à 62,5% au premier trimestre de 2021 contre 67,1% au premier trimestre 2020 et 64,9% au trimestre précédent.

**Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture**

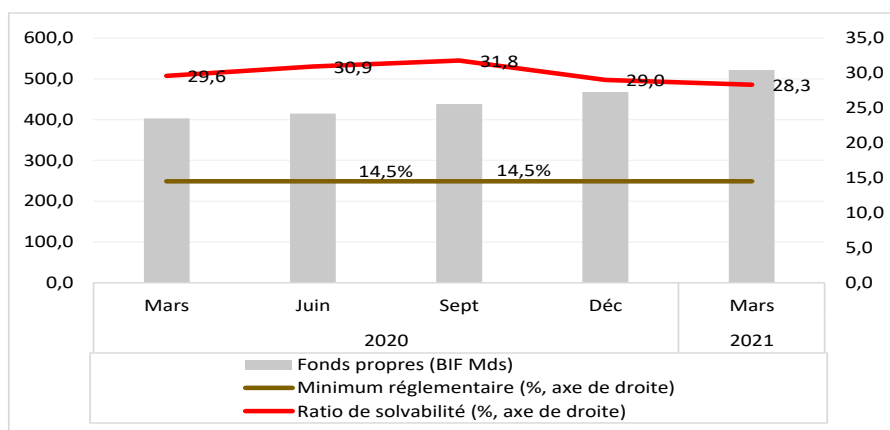


Source: BRB

### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 29,4% en glissement annuel, s'établissant à 522,1 Mds de BIF au premier trimestre 2021 contre 403,4 Mds de BIF au premier trimestre 2020, et de 11,7% d'un trimestre à l'autre. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 28,3% au premier trimestre de 2021 contre 29,6% à la même période de 2020, alors que le minimum réglementaire est de 14,5%.

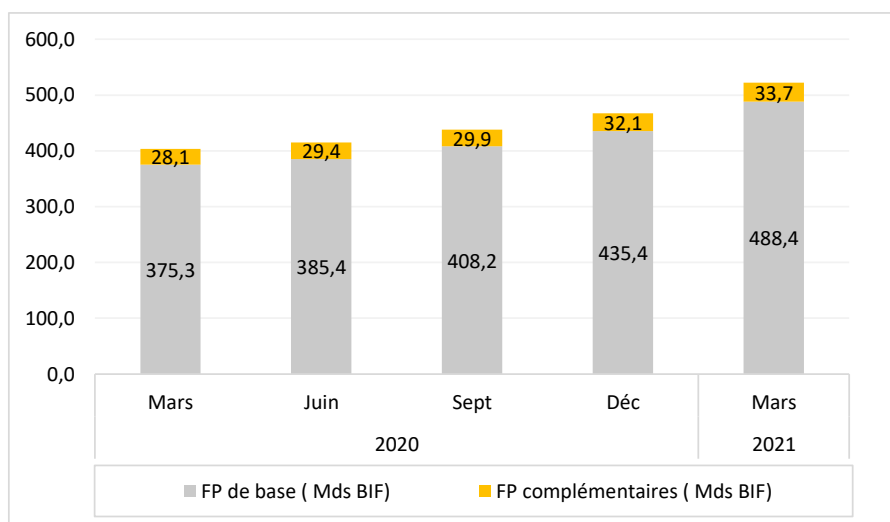
**Graphique 15 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité**



Source : BRB

Les fonds propres de base ont augmenté de 30,2% en glissement annuel, se fixant à 488,4 contre 375,3 Mds de BIF au trimestre correspondant de 2020, suite à l'incorporation d'une partie des bénéfices de l'exercice 2020 dans les réserves.

**Graphique 16 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)**



Source: BRB

### 2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 6,5% en glissement annuel, se fixant à 73.362,5 MBIF au premier trimestre de 2021 contre 68.866,1 MBIF au trimestre correspondant de 2020. De même, le résultat net a augmenté de 8,5%, passant de 33.072,0 MBIF à fin mars 2020 à 35.880,5 MBIF à fin mars 2021. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont légèrement baissé, s'établissant respectivement à 0,88% et 6,87% au premier trimestre 2021 contre 0,98% et 8,20% au même trimestre de 2020.

## CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique a décéléré au premier trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+0,6 contre +1,0%), suite principalement à la recrudescence de nouvelles infections de la Covid-19 qui a conduit ces pays à recourir à de nouveaux confinements de la population. L'activité économique a également ralenti dans les principaux pays émergents, notamment en Chine et en Inde. L'inflation a augmenté aussi bien dans les principaux pays avancés que dans les pays émergents et en développement, consécutivement à la reprise économique et à la hausse des prix des produits de base.

Selon les prévisions de la Banque Mondiale d'Avril 2021, l'économie mondiale devrait croître de 5,6% en 2021 contre une décroissance de 3,5% en 2020. Cette reprise est en grande partie liée au redressement des grandes économies, en dépit des retombées néfastes de la pandémie de la Covid-19. Le commerce mondial pourrait s'accroître de 8,3% en 2021, en rapport avec la hausse de la demande dans les grandes économies comme aux Etats-Unis et en Chine.

Dans la Communauté Est Africaine, la croissance économique devrait s'accélérer en 2021, en rapport avec la reprise de l'activité économique mondiale et aux mesures de soutien des économies prises par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

S'agissant de la conjoncture économique nationale, les prévisions du cadrage macroéconomique de Juillet 2021 montrent que l'activité économique pourrait se redresser (3,3 contre -0,5%), suite à l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (3,6 contre 3,0%) et secondaire (2,5 contre 0,4%) ainsi qu'à la reprise de la croissance du secteur tertiaire (3,4 contre -2,7%).

Pour soutenir cette reprise de l'activité économique, la Banque de la République du Burundi va continuer de refinancer les secteurs identifiés comme porteurs de croissance économique dans des conditions plus assouplies pour accroître le niveau des investissements dans ces secteurs. En outre, pour permettre le financement des autres secteurs de l'économie, la Banque va poursuivre la politique monétaire accommodante en fournissant de la liquidité nécessaire et à moindre coût au secteur bancaire pour financer à leur tour le secteur privé.

## ANNEXES

### Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2017	2018	2019	2020 (prév.)	2021 (prév.)
<b>Secteur primaire</b>	<b>498,2</b>	<b>535,2</b>	<b>550,3</b>	<b>566,7</b>	<b>587,3</b>
Agriculture vivrière	431,5	462,8	486,2	498,3	515,8
Agriculture d'exportation	20,4	21,9	17,9	19,9	20,2
- Café	6,5	7,1	2,8	5,0	4,9
- Thé	12,1	12,5	13,6	13,7	14,0
- Autres cultures d'exportation	1,8	2,4	1,5	1,2	1,3
Forêt	13,7	14,3	14,0	14,7	15,5
Elevage	28,5	31,9	28,1	29,5	31,3
Pêche	4,1	4,2	4,1	4,3	4,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>347,2</b>	<b>355,9</b>	<b>360,0</b>	<b>361,3</b>	<b>370,3</b>
Extraction	10,7	11,0	11,3	10,5	11,0
Industries	238,6	242,4	243,7	244,8	248,9
- Industries agroalimentaires	186,7	191,4	192,5	193,4	196,3
- Industries Manufacturières	51,9	51,1	51,3	51,3	52,6
. Industries textiles	9,2	8,8	8,0	7,7	7,9
. Autres industries manufacturières	42,7	42,3	43,2	43,7	44,7
Electricité, gaz et eau	9,1	9,5	9,2	9,5	10,0
Construction	88,8	93,0	95,8	96,6	100,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>853,9</b>	<b>881,4</b>	<b>945,1</b>	<b>919,7</b>	<b>951,1</b>
Commerce	65,5	71,3	74,2	69,7	71,1
Transport et communication	70,2	73,4	80,8	80,0	82,2
- Transports	18,5	19,2	21,0	19,6	20,0
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	51,7	54,2	59,8	60,4	62,2
Banques et Assurances	111,6	122,7	156,6	170,7	191,2
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	111,9	114,1	119,3	71,6	74,4
Administration publique	334,0	344,0	353,7	367,8	383,7
Education	219,7	226,3	233,7	241,9	251,1
Santé et action sociale	15,1	15,5	16,0	18,0	18,7
Activités à caractère collectif ou personnel	45,9	59,4	61,6	57,0	59,9
Services domestiques	4,6	4,6	4,8	4,8	4,9
SIFIM	-124,7	-149,9	-155,6	-161,7	-185,9
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>1699,3</b>	<b>1772,5</b>	<b>1855,4</b>	<b>1847,7</b>	<b>1908,8</b>
Impôts et Taxes	213,1	240,6	247,9	244,2	252,3
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1912,4</b>	<b>2013,1</b>	<b>2103,3</b>	<b>2091,9</b>	<b>2161,0</b>

Source: BRB



## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,7	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4
avr-20	7,6	12,5	2,8
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,3	3,2
juil-20	7,7	12,2	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,3	9,9	2,0
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5

Source: BRB

### Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
févr-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
mars-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
avr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
mai-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	114 865,89	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	21 160,91	125 522,70	120 427,22	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	22 667,69	127 817,21	129 940,45	-2 123,23
juil-20	80 468,49	16 635,14	97 103,63	117 128,93	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	8 295,69	100 782,95	108 727,01	-7 944,05
nov-20	84 106,39	21 295,88	105 402,28	133 059,26	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	21 040,31	112 533,39	109 105,84	3 427,54
févr-21	77 932,34	16 991,16	94 923,49	112 170,13	-17 246,64
mars-21	114 849,48	27 576,09	142 425,58	135 731,67	6 693,91

Source: BRB

## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale	
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			Total
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,5
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,4
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,1
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,1
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	59 569,2	2 119 402,9	929 050,5	3 048 453,4
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 899,3	2 212 506,9	932 695,8	3 145 202,7
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	66 552,3	2 240 984,0	927 716,5	3 168 700,5
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	78 529,6	2 280 841,4	937 501,2	3 218 342,6
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	75 442,4	2 309 628,3	940 872,9	3 250 501,2
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	73 356,9	2 317 364,2	948 429,4	3 265 793,6
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 795,4	2 438 115,0	958 542,6	3 396 657,6
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 388,1	2 414 662,3	959 597,4	3 374 259,7
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	122 067,7	2 443 897,9	965 054,0	3 408 951,9
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	122 736,0	2 428 116,0	963 078,7	3 391 194,7
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	116 217,0	2 475 830,7	966 901,1	3 442 731,8
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	116 994,3	2 526 555,0	977 731,5	3 504 286,5
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	116 172,3	2 563 139,5	988 004,0	3 551 143,5
août-20	751 455,5	1 727 229,2	117 054,8	2 595 739,5	1 000 919,8	3 596 659,3
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	143 488,8	2 789 938,9	1 003 104,0	3 793 042,9
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	143 984,6	2 808 959,7	1 013 063,4	3 822 023,1
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	137 843,5	2 816 993,0	1 023 272,7	3 840 265,7
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	139 290,0	2 850 650,4	1 035 965,0	3 886 615,4
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	137 152,4	2 864 126,5	1 041 202,8	3 905 329,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	164 763,7	2 923 322,7	1 038 627,0	3 961 949,7
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	161 631,6	2 878 869,3	1 037 111,1	3 915 980,4

Source: BRB

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075
janv-20	154 268	436 181
févr-20	174 541	459 837
mars-20	182 136	442 928
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154
juil-20	134 709	424 606
août-20	120 569	440 119
sept-20	164 248	446 366
oct-20	164 054	339 258
nov-20	151 140	330 083
déc-20	162 574	322 720
janv-21	151 967	289 339
févr-21	114 955	295 983
mars-21	98 996	291 565

Source: BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78

Source: BRB

## Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	3/31/2020	3/31/2021	Variation en %	3/31/2020	3/31/2021	Variation en %	3/31/2020	3/31/2021	Variation en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>3 160 828,8</b>	<b>3 779 015,0</b>	<b>19,6</b>	<b>215 885,4</b>	<b>281 995,4</b>	<b>30,6</b>	<b>3 376 714,2</b>	<b>4 061 010,4</b>	<b>20,3</b>
<b>I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>2 724 692,9</b>	<b>3 238 955,5</b>	<b>18,9</b>	<b>180 757,1</b>	<b>240 251,8</b>	<b>32,9</b>	<b>2 905 450,0</b>	<b>3 479 207,3</b>	<b>19,7</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>1 727 475,9</b>	<b>2 021 881,3</b>	<b>17,0</b>	<b>24 653,7</b>	<b>22 146,5</b>	<b>- 10,2</b>	<b>1 752 129,6</b>	<b>2 044 027,8</b>	<b>16,7</b>
Caisse	62 915,0	76 128,6	21,0	18,5	24,1	30,2	62 933,5	76 152,7	21,0
B.R.B.	184 172,7	153 305,2	- 16,8	4 796,6	3 351,6	- 30,1	188 969,3	156 656,8	- 17,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	98 699,5	143 666,2	45,6	2 456,4	2 408,6	- 1,9	101 155,9	146 074,8	44,4
Prêts à l'Etat	1 381 688,7	1 648 781,3	19,3	17 382,2	16 362,2	- 5,9	1 399 070,9	1 665 143,5	19,0
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	1 321 847,2	1 569 944,7	18,8	17 382,2	16 362,2	- 5,9	1 339 229,4	1 586 306,9	18,4
<i>Autres Titres</i>	59 841,5	78 836,6	31,7	-	-	-	59 841,5	78 836,6	31,7
<b>B. Crédits</b>	<b>997 217,0</b>	<b>1 217 074,3</b>	<b>22,0</b>	<b>156 103,4</b>	<b>218 105,2</b>	<b>39,7</b>	<b>1 153 320,4</b>	<b>1 435 179,5</b>	<b>24,4</b>
Court terme	520 104,5	657 316,5	26,4	2 944,2	3 312,6	12,5	523 048,7	660 629,2	26,3
Moyen terme	305 382,3	397 441,9	30,1	40 827,1	38 930,2	- 4,6	346 209,4	436 372,1	26,0
Long terme	171 730,2	162 315,8	- 5,5	112 332,1	175 862,4	56,6	284 062,3	338 178,2	19,1
Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>I.2. Actif Immobilisé</b>	<b>154 403,1</b>	<b>186 473,4</b>	<b>20,8</b>	<b>8 052,7</b>	<b>9 763,6</b>	<b>21,2</b>	<b>162 455,8</b>	<b>196 237,0</b>	<b>20,8</b>
<b>I.3. Autres emplois</b>	<b>281 732,8</b>	<b>353 586,0</b>	<b>25,5</b>	<b>27 075,6</b>	<b>31 980,1</b>	<b>18,1</b>	<b>308 808,4</b>	<b>385 566,1</b>	<b>24,9</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>3 160 828,8</b>	<b>3 779 015,0</b>	<b>19,6</b>	<b>215 885,4</b>	<b>281 995,4</b>	<b>30,6</b>	<b>3 376 714,2</b>	<b>4 061 010,4</b>	<b>20,3</b>
<b>II.1. Principales ressources</b>	<b>2 798 526,3</b>	<b>3 292 165,0</b>	<b>17,6</b>	<b>159 890,2</b>	<b>221 102,6</b>	<b>38,3</b>	<b>2 958 416,5</b>	<b>3 513 267,6</b>	<b>18,8</b>
Clientèle	1 775 480,3	2 314 632,9	30,4	113 470,2	161 800,8	42,6	1 888 950,5	2 476 433,8	31,1
<i>dont 10 grands dépôts des banques</i>	846 142,7	1 086 161,0	28,4	17 554,7	32 940,2	-	863 697,4	1 119 101,2	29,6
Refinancement auprès B.R.B.	420 000,1	286 862,4	- 31,7	-	6 928,3	-	420 000,1	293 790,7	- 30,0
Dettes envers banques et assimilés	284 008,1	278 073,9	- 2,1	6 827,1	6 549,5	- 4,1	290 835,2	284 623,4	- 2,1
<b>II.2. Capital et réserves</b>	<b>319 037,8</b>	<b>412 595,8</b>	<b>29,3</b>	<b>39 592,9</b>	<b>45 824,0</b>	<b>15,7</b>	<b>358 630,7</b>	<b>458 419,7</b>	<b>27,8</b>
<b>II.3. Autres ressources</b>	<b>362 302,5</b>	<b>486 850,0</b>	<b>34,4</b>	<b>55 995,2</b>	<b>60 892,8</b>	<b>8,7</b>	<b>418 297,7</b>	<b>547 742,8</b>	<b>30,9</b>
<b>III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>									
<i>Adéquation des fonds propres</i>									
Fonds propres de base nets (en MBIF)	338 432,6	445 226,5	31,6	36 837,5	43 215,3	17,3	375 270,1	488 441,8	30,2
Fonds propres (en MBIF)	358 583,9	470 485,3	31,2	44 807,3	51 620,7	15,2	403 391,2	522 106,0	29,4
Risques pondérés	1 208 366,0	1 621 958,3	34,2	155 031,8	219 928,7	41,9	1 363 397,8	1 841 886,9	35,1
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	28,0	27,4	-	23,8	19,6	-	27,5	26,5	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	29,7	29,0	-	28,9	23,5	-	29,6	28,3	-
Ratio de levier (norme 5%)	10,7	11,8	-	17,1	15,3	-	11,1	12,0	-
<i>Concentration des crédits</i>									
Grands risques	361 068,9	263 682,8	- 27,0	3 813,1	6 787,7	78,0	364 882,0	270 470,5	- 25,9
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	36,2	21,7	-	2,4	3,1	-	31,6	18,8	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	31,5	32,2	-	72,3	77,3	-	34,2	35,3	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	43,7	43,6	-	8,1	5,8	-	41,4	41,0	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	408,3	370,3	-	47,2	37,9	-	372,8	340,9	-
<i>Qualité du portefeuille crédits</i>									
Impayés	124 040,3	126 407,9	1,9	26 462,6	46 181,9	74,5	150 502,9	172 589,8	14,7
Créances à surveiller	57 977,1	67 574,0	16,6	16 175,3	36 663,3	126,7	74 152,4	104 237,3	40,6
Créances Non performantes	66 063,2	58 833,9	- 10,9	10 287,3	9 518,6	- 7,5	76 350,5	68 352,4	- 10,5
<i>Créances pré douteuses</i>	6 089,4	6 455,5	6,0	4 604,1	4 640,7	0,8	10 693,5	11 096,2	3,8
<i>Créances douteuses</i>	13 439,5	12 534,0	- 6,7	2 792,7	2 795,7	0,1	16 232,2	15 329,7	- 5,6
<i>Créances compromises</i>	46 534,3	39 844,4	- 14,4	2 890,5	2 082,1	- 28,0	49 424,8	41 926,5	- 15,2
Dépréciations	46 931,4	39 831,4	- 15,1	4 277,3	2 895,1	- 32,3	51 208,7	42 726,4	- 16,6
Taux des prêts non performants	6,6	4,8	-	6,6	4,4	-	6,6	4,8	-
Taux d'impayés	12,4	10,4	-	17,0	21,2	-	13,0	12,0	-
Taux de provisionnement	71,0	67,7	-	41,6	30,4	-	67,1	62,5	-
<i>Liquidité</i>									
Coefficient de liquidité en BIF	232,0	200,9	-	-	-	-	232,0	200,9	-
Coefficient de liquidité en devises	171,1	127,3	-	-	-	-	171,1	127,3	-
Total crédits/total dépôts	56,2	52,6	-	137,6	134,8	-	61,1	58,0	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	102,1	109,3	-	263,7	196,2	-	102,1	106,7	-
Dix gros dépôts/Total dépôts	47,7	46,9	-	15,5	20,4	-	45,7	45,2	-
<i>Rentabilité et performance</i>									
Résultat avant impôt	33 442,1	34 650,2	3,6	1 498,6	2 841,1	89,6	34 940,7	37 491,3	7,3
Résultat net de l'exercice	31 812,4	33 252,6	4,5	1 259,6	2 627,8	108,6	33 072,0	35 880,5	8,5
Produit Net Bancaire	64 639,8	67 907,2	5,1	4 226,3	5 455,3	29,1	68 866,1	73 362,5	6,5
ROA	1,0	0,9	-	0,6	0,9	-	0,98	0,88	-
ROE	8,9	7,1	-	2,8	5,1	-	8,20	6,87	-

Source: BRB